



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Hors commission - Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de Montpellier Méditerranée Métropole et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées - Modifications - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Il s'agit de définir pour le mandat 2020-2026, pour les agents et les élus de Montpellier Méditerranée Métropole, les modalités de prise en charge des frais induits par leurs missions et leurs déplacements hors du territoire métropolitain. Il s'agit également, pour les personnalités extérieures invitées par la Métropole, de prévoir les conditions de prise en charge des frais liés à leur accueil sur le territoire métropolitain, ainsi que des frais de représentation et de mission dans le cadre de leur participation à des déplacements hors du territoire intercommunal.

1) Prise en charge des frais de mission et de représentation pour les agents de Montpellier Méditerranée Métropole :

Les seuils de remboursement des agents lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour Montpellier Méditerranée Métropole par délibération n° M2019-802 du Conseil de Métropole du 18 décembre 2019.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire métropolitain, les agents sont remboursés à hauteur de :

- 110 € pour une nuitée pour une mission à Paris *intra-muros*, petit déjeuner compris ;
- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants, hors Paris *intra-muros*, petit déjeuner compris ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province, petit déjeuner compris ;
- au réel pour les transports (2^{ème} classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique définie par l'arrêté précité et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- de façon forfaitaire à 17,50 € par repas (maximum 2 repas/jour) pour les frais de repas.

En cas de revalorisation de ces seuils par décret ou arrêté ministériel, celle-ci sera automatiquement prise en compte et appliquée aux remboursements des frais dont il s'agit.

En complément, les représentants de l'administration peuvent être appelés à effectuer des déplacements nationaux et internationaux afin de participer à des événements ou des réunions au sein des instances ou organismes où ils représentent la Métropole *ès qualités*.

Ces déplacements font l'objet d'une délibération *ad hoc*, sauf dans le cas où ils sont pris en charge sur l'enveloppe votée en Conseil et dédiée à cet effet.

Dans ce cadre strict, il est proposé de rembourser les frais induits au réel et sur justificatif pour les agents en représentation de la Métropole.

2) Prise en charge des frais de mission et de représentation des élus de Montpellier Méditerranée Métropole :

Les seuils de remboursement des élus lors de déplacements à titre individuel (formation, participation à des événements dans le cadre de leurs délégations...) ont été fixés pour Montpellier Méditerranée Métropole par délibération n° M2019-802 du Conseil de Métropole du 18 décembre 2019.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire métropolitain, les élus sont remboursés à hauteur de :

- 110 € pour une nuitée pour une mission à Paris *intra-muros*, petit déjeuner compris ;
- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants, hors Paris *intra-muros*, (petit déjeuner compris) ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province (petit déjeuner compris) ;
- au réel pour les transports (2^{ème} classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- de façon forfaitaire à 17,50 € par repas (maximum 2 repas/jour) pour les frais de repas.

La future revalorisation de ces seuils par décret ou arrêté ministériel sera automatiquement prise en compte et appliquée aux remboursements des frais dont il s'agit.

Hors de ce cadre individuel, le Président et les élus de Montpellier Méditerranée Métropole sont amenés à effectuer, en dehors de l'exécution des fonctions dont ils sont habituellement investis, des déplacements indispensables pour le développement et la représentation de la Métropole, hors du territoire intercommunal et des limites du département de l'Hérault.

Ces déplacements ont essentiellement pour objet la promotion et le développement des intérêts de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du gouvernement et des institutions européennes voire internationales ou auprès d'autres collectivités locales et groupements au niveau national appartenant à l'Union Européenne ou à des pays situés en dehors de celle-ci, la participation à des congrès, colloques ou autres manifestations organisées par des structures nationales ou internationales d'intérêt général développant de véritables expertises dans des domaines relevant des compétences de la Métropole. Ils peuvent aussi concerner la représentation de l'institution au sein des personnes publiques ou organismes précités notamment lors de la remise de prix ou de récompenses consacrant les actions menées par l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Dans ce cadre, au titre du mandat spécial, tel que défini dans le point ci-dessus, les élus sont amenés à engager des frais de mission (transport, hébergement, repas) et des frais de représentation. Les frais réels ainsi justifiés dans le cadre du mandat spécial seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole, dans la limite des crédits votés au budget à cet effet, et conformément aux dispositions des articles L. 2123-18 et L. 5211-14 du Code général des collectivités territoriales, et à la circulaire du 15 avril 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux.

En cas d'événement exceptionnel, une délibération dédiée interviendra.

Il convient par ailleurs d'autoriser, dans le cadre de cette délibération, des frais de représentation pour le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'article L. 2123-19 du Code général des collectivités territoriales. Ces frais ont pour objet de couvrir les dépenses qu'il engage à l'occasion de ses fonctions et dans l'intérêt de Montpellier Méditerranée Métropole. Le dispositif en vigueur fonctionne notamment par l'attribution d'une carte affaires nominative à débit différé dont le but est de faciliter les modalités de prise en charge et de remboursement des frais exposés. L'ensemble de ces dépenses est remboursé aux frais réels sur présentation des justificatifs originaux.

3) Prise en charge des frais relatifs à l'invitation de personnalités qualifiées lors de missions hors du territoire intercommunal nécessaires à la promotion et au développement de la Métropole, et des frais relatifs à l'accueil de personnalités invitées sur le territoire de la Métropole :

Dans le cadre de mission ayant pour objet la représentation et le développement de la Métropole, des personnalités extérieures peuvent être invitées par la collectivité, en raison de leur compétence ou de leur représentativité dans un domaine particulier, à se joindre à la délégation.

Des personnalités peuvent également être accueillies sur le territoire intercommunal, dans le cadre de manifestations organisées par la Métropole.

Dans ce cadre, et toujours dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé de prendre en charge ou de rembourser les frais induits par leur déplacement ou leur accueil, au réel, sur justificatif.

En cas de manifestation d'importance, nécessitant le déplacement ou l'accueil de plusieurs personnalités, une délibération dédiée interviendra.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les modalités de prise en charge ou de remboursement des agents et des élus de la Métropole, ainsi que des personnalités extérieures invitées, des frais de transport, hébergement et restauration dans les conditions définies ci-dessus, ainsi que le principe de remboursement des frais de représentation de Monsieur le Président, sur la base de frais réels et sur justificatifs, dans la limite maximale des crédits votés à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de dire que les crédits correspondants sont imputés sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-151596-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.